

Le Travailleur de Lot-&-Garonne

Hebdomadaire de la fédération du Parti communiste français - 96^e année - 1,20 €

Sommaire

en bref p 2 et 3

Élections parents d'élève - Le « tep scan » - Steico et l'UE - Les marches européennes - Fumel: le maire en justice - Grogne à Orange - Sur le marché de Marmande - Agenda d'octobre

à mon avis p 3

actu p 4 à 6

LGV: passage en force - Le 8 octobre: urgence sociale - MODEF: « on part de loin... »

à propos de p 6

locales p 7

Albret - Hautefage-la-Tour

culture p 8

Expo photos - Expo - Concert



Pour redonner des couleurs... à la gauche

le 8 octobre urgence sociale

interview de Laurent Jacquelin, secrétaire général de la CGT47



Raymond Girardi reçu à l'Élysée



Le Tep scan à Agen



LGV l'exigence du débat

entre les parents dans les territoires. Leur rôle ne se borne pas seulement à mobiliser les parents pour aider aux financements des voyages scolaires. Rappelez ces dates à vos enfants, à vos petits-enfants déjà parents et parlez-leur de la FCPE. ■

Marie Renée **Gérard**

Élections des parents d'élèves

Elles auront lieu vendredi 9 et samedi 10 octobre. Elles permettront d'élire les parents qui siègeront dans les conseils d'écoles et les conseils d'administration des collèges et lycées.

La première fédération de parents d'élèves est la FCPE (Fédération des conseils des parents des écoles publiques). Elle est force de propositions et d'actions. Elle défend la laïcité, la gratuité, la santé scolaire... Elle est sensible aux enfants à besoins éducatifs particuliers et, bien sûr, veille aux droits des parents. Les élus renforcent la coopération

Centre hospitalier d'Agen Le tep scan

Au début des années 2000, Michel Ceruti, conseiller régional, membre du conseil d'administration de l'hôpital, avait mis son mandat au service de l'action et du rassemblement avec des médecins, des syndicalistes, auxquels s'était associé le PCF. Cela avait permis de rassembler, alors, près de vingt mille signatures sur une pétition et des centaines de délibérations de conseils municipaux pour l'implantation de l'IRM à l'hôpital

d'Agen, en co-utilisation avec le privé, plutôt qu'à la clinique Sainte Hilaire, à l'époque.

L'action fut couronnée de succès et la municipalité d'Agen, dans l'élan, basculait à gauche, contrairement au courant national de l'époque. Une action était également menée de concert pour rattraper le manque d'équipements lourds en France dans les hôpitaux.

Le docteur Lastenet, chef du service radiologie à cette période, déclarait: « *maintenant c'est le tep scan qu'il nous faut, un équipement ultramoderne pour prévenir les cancers, notamment les localiser, mieux voir l'évolution, anticiper, cerner et soigner* ».

C'est chose faite maintenant. Désormais, les patients n'auront plus à se déplacer à Bordeaux ou à Toulouse.

Le tep scan est une bonne nouvelle pour les Lot-et-Garonnais. ■

STEICO se sert de l'UE

La délocalisation depuis quelques mois en Pologne de la production de « l'isolrel mou », appelée ici la chaîne humide, est à la base de la stratégie de la direction du groupe allemand STEICO. Pourtant, à Casteljalous, la chaîne humide est historique. On voit bien par cette action que le groupe multinational se sert de l'Europe, de la troïka, pour faire baisser en France les salaires et le social, ainsi que le nombre d'ouvriers.

Après avoir perçu 73000 € de CICE (de l'État) STEICO demande, en plus, à profiter pour six mois du système de « l'activité partielle » (chômage partiel), malgré l'avis négatif du CE!

L'opération patronale est cousue de fil blanc et elle menace fortement l'emploi sur Casteljalous.

C'est complètement inadmissible et contraire à l'intérêt général. Les pouvoirs publics ne peuvent laisser faire. ■

JCF

Les marches européennes

Elles sont organisées à l'initiative des Espagnols, début octobre, dans le cadre de l'Alter Sommet à Bruxelles. Elles partiront de Gibraltar et arriveront le 7 octobre à Toulouse, puis rejoindront Bruxelles par Marseille, Lyon, Paris, Calais et le Luxembourg. D'autres marches partiront d'Athènes, de Berlin... Ces marches convergeront vers Bruxelles à l'occasion du Conseil européen des 15 et 16 octobre:

- le 15 octobre, encerclement symbolique du Conseil européen contre le TIPP (taxe intérieure sur les produits pétroliers);

- le 16 octobre, conférence européenne citoyenne sur la dette;

- le 17 octobre, manifestation à Bruxelles.

Elles veulent faire entendre la voix des peuples qui n'en peuvent plus de ces politiques austéritaires, et d'abord celle des Grecs. ■

Marie Renée **Gérard**

Grogne chez Orange

« On a été patient mais ça ne peut plus durer ! »

- Les techniciens de Lot-et-Garonne et de Dordogne se sont mobilisés lundi, toute la journée, contre la baisse des effectifs ainsi que les conditions de travail qui en découlent. Les syndicats unis (CGT, FO, SUD et CFTD) ont réussi à mobiliser 70 % des techniciens sur les deux départements. Pour eux, ce n'est plus acceptable « *ce dégraissage des effectifs a démarré en septembre 2014. On arrive au seuil de non-retour. Il n'y a plus rien à gratter sur l'os* ». La grogne monte partout en France, a tel point qu'une grève nationale est prévue pour le 8 octobre, voir notre rubrique actu. ■

Sur le marché de Marmande

Comme chaque samedi, les communistes étaient présents sur le marché de Marmande. Cette fois-ci, avec le travailleur et un tract pour porter à la connaissance du public la liste Front de gauche pour les régionales, conduite par Olivier Dartigolles et Jean-Jacques Mirande pour le Lot-et-Garonne. Deux numéros du journal ont été diffusés et une vignette de l'Humaine réglée.

Au conseil municipal, la motion de l'Association des maires de France a été adoptée contre la baisse des dotations, sans proposer d'alternative si ce n'est celle d'étaler sur plusieurs années la baisse (avec échéancier). Pour les communistes, il

existe une alternative: la taxation des actifs financiers (actions et obligations); 15000 milliards d'euros par an à 0,5 % = 75 milliards. C'est beaucoup plus, chaque année, que la baisse des dotations. Augmenter les recettes pour réduire les déficits, c'est plus efficace. Une pétition circule! ■



Jean-Jacques Mirande, Olivier Dartigolles et Michel Ceruti lors de la conférence de presse au café foy d'Agen

Fumel Les citoyens doivent-ils défendre le maire?

Lors de la dernière grève avec occupation de l'usine, J-L Costes avait eu des mots diffamant à l'égard des travailleurs et de leur organisation syn-

dicale. Ce qui entraîna un dépôt de plainte pour diffamation publique. Le maire dit que c'est dans le cadre de ses fonctions. Pour l'opposition, soit il est coupable, soit innocent. Dans le premier cas, c'est à lui d'assumer ses responsabilités... Les contribuables de Fumel doivent-ils assumer les mots de leur maire? ■

sur les agendas d'octobre

8/10 - action interprofessionnelle

CGT - FSU - Solidaires

10/10 - ventre solidaire au juste prix à Bordeaux

avec les produits de Lot-et-Garonne, vente solidaire organisée par le MODEF et le PCF. Notons qu'André Chassaing est intervenu mardi dernier, à l'Assemblée nationale pour faire des propositions sur les prix, la qualité, le devenir de la filière agricole... en réaction aux propos du ministre Le Foll...

10/10 - repas festif

19h00 salle des fêtes de Villeton
(l'après fête de l'Humanité)

15/10 - colloque

vers une **nouvelle industrialisation**
des territoires de Lot-et-Garonne

22/10 - conférence/débat

vieillesse et soutien à domicile...
avec le docteur F. Bonnevey et Anne Forest,
médecin gériatre
20h30 à Sainte-Bazeille - centre social

à mon avis

Pour redonner des couleurs...

Le sondage de l'Huma du 11 septembre dernier nous donne des éléments de confiance pour avancer. Si, 60% de sympathisants de gauche considèrent que la politique de Hollande et Valls n'est pas de gauche, 74 % (+3 % en un an) estiment qu'il est possible de répondre aux attentes du peuple de gauche. Il n'y a pas de « droitisation des esprits » donc, mais un point d'appui! Le succès de la fête de l'Huma en est un des reflets. L'amorce de mobilisations diverses, sur le terrain des services publics, de l'école... dans le monde paysan ou avec la préparation de l'action intersyndicale du 8 octobre, sont des exutoires pour donner de la force à ces aspirations.

Il en va de même avec le forum du 15 octobre ouvert à l'ensemble des forces sociales économiques, politiques, les élus pour trouver les chemins d'un renouveau industriel face à l'échec (même s'il y a de bonnes choses de faites) des politiques publiques qui privilégient pour l'essentiel la politique de l'offre sans contrepartie au détriment de la demande, de l'humain et des territoires; on en connaît le résultat. Il s'agit, dans le même temps, de résister « aux grands groupes » qui vampirisent financièrement les PME jusqu'à l'artisanat... du 47. Aussi, le PCF appelle à un échange avec toutes les forces qui font l'entreprise, pour résister à cette logique, en vue d'amorcer un renouveau industriel d'un département abîmé; ceci pour une nouvelle impulsion de l'utilisation de l'argent public capable de mobiliser les banques vers leur cœur de métier... vers un nouveau mode de développement humain durable, avec pour critères: formations, environnement, emplois, cadre de vie... et, bien sûr, salaires et conditions de travail.

La démarche engagée pour les régionales répond à ces aspirations: un projet populaire résistant à l'austérité, en construction avec une liste de large rassemblement soutenu par le Front de gauche, conduite régionalement et départementalement par Olivier Dartigolles et Jean-Jacques Mirande, et tout l'élan pour répondre aux aspirations pour redonner, ainsi des couleurs... à la gauche. ■

Michel Ceruti



Le Travailleur du Lot-et-Garonne

fondé par **Renaud Jean**, premier député communiste de France

directrice de la publication: **Jacqueline Debord** - rédacteur en chef: **Nicolas Lucmarie** - rédaction: **Michel Ceruti, Lysiane Chantre Edmond Coëdelo, Roger Dejean, Jean-Claude François, Marie-Renée Gérard, Daniel Heinrich, Monique Mirande, Guy Rauzières, Claude Vaccari**

édité et imprimé par **SARL Le Travailleur du Sud-Ouest**

18, rue Jules Ferry 47 006 Agen

Tél. **05 53 66 82 59** - Fax 05 53 47 61 01

letravailleur@orange.fr

CCP 1309 19X Bordeaux 3^e trimestre 2015 - ISSN 1627-2471 - CPPAP N° 0620 C 86962



LGV Passage en force mais les questions restent!

Des mois de consultation : 90 % des gens ont répondu à l'enquête publique ; un avis défavorable a été rendu par le commissaire enquêteur... Les communistes demandent un débat public contradictoire (que refusent toujours l'Etat et la Région, pourtant qu'y a-t-il à craindre ?) pour aller

jusqu'au bout du débat sur la mise à voie rapide de la ligne existante ; pour réduire de 2/3 la dépense annoncée des 6 milliards d'euros... D'autre part, mesurons que 50 % de la ligne existante sont seulement utilisées. Les collectivités n'ont pas à financer ces travaux au

moment où les dotations d'Etat baissent de 30 %. Le 30 septembre, les associations de citoyens et d'élus se sont rassemblées en gare d'Agen pour dénoncer le mauvais coup, antidémocratique, et pour maintenir l'exigence du débat sur l'alternative ligne actuelle Bordeaux-Toulouse.

Le gouvernement a donc tranché. Faisant fi de l'avis défavorable rendu en mars dernier par la commission chargée de l'exécution de l'enquête publique sur la LGV, le gouvernement vient d'annoncer, par la voix du ministre des Transports, Alain Vidalies, que les lignes à grande vitesse Bordeaux-Toulouse et Bordeaux-Dax seront déclarées d'utilité publique.

Cette décision confirme la politique du gouvernement en matière de transport ferroviaire.

Pendant des années la politique ferroviaire en France a privilégié une politique du tout LGV, délaissant l'entretien des voies

et du réseau, le développement des lignes régionales, nationales telles les trains Intercités ou les trains d'équilibre du territoire.

La convergence entre la destruction, organisée, des TET et la libéralisation du transport de voyageurs par autobus (loi Macron) témoigne de la volonté évidente de mettre fin au service public ferroviaire de la part des différentes parties.

Cette décision remet en cause l'idée même d'un aménagement du territoire cohérent, équitable et juste, répondant aux besoins de transport quotidiens cadencés pour une majorité de la population.

Après le passage en force du gouvernement, les questions restent entières.

Non seulement ce projet est d'un coût démesuré, puisqu'il dépassera sans aucun doute les 9 milliards déjà annoncés, mais le choix de financement retenu est révélateur. Nous réaffirmons ici notre opposition au PPP, montage financier qui a pour seule vocation de gaver de

Exploitations familiales

« On part de loin... »

Dans cette interview, R. Girardi, élu au conseil départemental sur le canton les forêts de Gascogne et secrétaire général du MODEF (mouvement de défense des exploitations familiales), nous parle de sa rencontre avec le président de la République (François Hollande) et le ministre de l'Agriculture (Stéphane Le Foll). L'entretien a duré plus d'une heure (ce qui n'est pas habituel avec le président). R. Girardi n'était pas seul à cet entretien ; il était accompagné de J. Mouzat, le président national du MODEF.

En premier, il fut question du prix rémunérateur, un des axes centraux de la bataille du mouvement, depuis sa création. Il s'agit de permettre aux producteurs de vivre de leur dur labeur. Après plus de trente ans de combat, presque tout le monde est d'accord pour dire qu'il faut mettre cela en place, y compris le président de la République et son ministre. F. Hollande a même précisé

qu'il travaillait sur ce dossier avec tous les acteurs de l'agro-alimentaire.

Le prix rémunérateur permettra une autonomisation des exploitants au niveau financier et donc diminuera les aides vitales que touchent les exploitations, en provenance de l'Etat ou de l'UE.

Des mesures immédiates ont été présentées par S. Le Foll. Ainsi, 600 millions d'euros

seront débloqués pour la crise que traversent les éleveurs ; au départ, avec 100 millions directs pour les paysans et 500 millions pour les banques. Là, le MODEF dit non ! Les banques n'en ont pas besoin ; elles ne sont pas endettées comme le sont les exploitants. Après discussion, l'enveloppe pour les exploitants est passée à 300 millions. Enfin, un peu d'air frais pour les paysans qui sont,

pour la plupart, endettés.

Une des autres mesures urgentes conquises par le MODEF est une année blanche pour tous les exploitants en difficulté. L'Etat prendra en charge les intérêts supplémentaires pendant un an ; ce qui permettra aux paysans de respirer cette année.

Une attention particulière a été portée aux jeunes agriculteurs et aux petites exploitations. Il s'agit d'une grande avancée ; cela fait plus de trente ans que le mouvement demande de les faire passer « prioritaires » sur les aides de l'Etat ou de l'UE. Sur le financement de l'UE (Politique agricole commune : PAC), la France touche une enveloppe annuelle de 9,7 milliards d'euros. Le MODEF en demande, depuis longtemps, une meilleure redistribution qui profiterait à tous et pas seule-

grands groupes privés comme Vinci, quand les déficits d'exploitation restent à la charge des collectivités locales et donc des habitants.

Autre point d'interrogation, celle des inégalités territoriales et sociales. Ce projet de LGV ne fera qu'aggraver le phénomène de métropolisation, résultant de la loi NOTRE, d'inégalités renforcées ville/campagne, au détriment d'un développement équilibré sur tout le territoire.

À l'heure où la France organisera la COP21, la question écologique pose problème. Outre, l'impact sur les terres agricoles, l'exploitation privée de la LGV et sa déconnexion de toute complémentarité avec les autres trains ou mode de transport pose de lourds problèmes au niveau environnemental.

Notre position est claire. Les futurs élus Front de gauche n'accepteront pas que le modèle du tout LGV, et son mode de financement, soit réalisé au détriment des lignes ferroviaires de proximité et interrégionales. Au sein de la future assemblée

régionale, nous porterons l'exigence d'un maintien de haut niveau du maillage des territoires, appuyé sur les trains du quotidien et le développement d'infrastructures et de services publics de transports collectifs. De tels projets exigent une transparence irréprochable.

Agir ensemble le 8 octobre Une urgence sociale!

À l'appel de l'intersyndicale (CGT - FSU - Solidaires), le 8 octobre prochain sera une journée de mobilisation interprofessionnelle. Pour en savoir davantage sur cette journée, nous avons demandé à Laurent Jacquelin, le secrétaire général de l'Union départementale CGT, de nous faire part de l'état d'esprit de cette journée.

« Cette journée du 8 se situe dans le prolongement du travail réalisé par l'intersyndicale en avril dernier, sur tout ce qui peut s'opposer à la politique d'austérité en France. Comme nous le disons dans le tract commun : *« Le pouvoir d'achat, l'emploi, les conditions de travail et de vie, l'augmentation de la précarité, la*

Nous appelons donc à un débat public contradictoire concernant la mise à voie rapide de la ligne existante.

Au train de quelques-uns, opposons le train pour tous! ■

28 septembre 2015

écrit et signé par Ensemble, PG et PCF

mise en péril de notre système de protection sociale, le recul de l'âge de départ à la retraite sont des préoccupations majeures pour de très nombreux salariés. » On peut y associer la question d'un autre partage des richesses. »

Comment va se dérouler la journée?

Nous avons tenu notre as-

semblée de rentrée le 10 septembre où nous avons décidé des modalités d'action. Ainsi, dans les syndicats, le 8 octobre se prépare (suite page 6)

ment aux grandes exploitations céréalières. Là aussi, les militants du MODEF ont réussi à obtenir que 20 % de l'enveloppe profitent aux petits exploitants, considérant que la redistribution commence aux cinquante-deux premiers hectares. Le MODEF partait sur des revendications qui s'inscrivaient dans une dynamique de partage, pour l'intérêt commun, avec 30 % de l'enveloppe redistribuée sur les trente premiers hectares.

R. Girardi a bien insisté et obtenu que cela soit mis en place dès 2016, pour que la redistribution soit efficace. L'engagement est de 100 euros l'hectare jusqu'à 50 hectares, cela ira directement dans le porte-monnaie des exploitants. Sur ce point-là, F. Holland a dit oui et a chargé son ministre de mettre en place la redistribution.

Pour les jeunes agriculteurs, le MODEF a négocié une exonération d'impôt foncier de 50/70 euros par hectare, mais uniquement sur une période de cinq ans.

Les responsables syndicaux ont aussi abordé le sujet des normes bien trop complexes et étouffantes pour les agriculteurs; cela fait cinquante ans que cela dure. Les mots du président ont été: *« il faut travailler à la simplification ».*

En dehors de la rencontre avec le président, le MODEF est force de proposition, à l'Assemblée nationale, dans quelque temps, André Chassaigne (président du groupe GDR) va proposer une loi pour encadrer les prix et les revenus des petites et moyennes exploitations; une loi qui paraît vitale pour le MODEF et surtout pour la pérennité des exploitants.

Le MODEF se bat aussi pour que le consommateur ne subisse pas des prix exorbitants, *« consommateur et paysan même combat ».* L'encadrement des prix serait bénéfique pour avoir des prix abordables en bout de chaîne. Chaque année, à la Bastille (Paris) et dans des villes d'Île-de-France, le syndicat montre ce qu'est **« le juste prix »** des fruits et légumes aux consommateurs parisiens, indique Raymond Girardi. Et ajoute:

« on vend les tomates à 1,50 euro le kilo, en comptant les 70 centimes nécessaires aux producteurs, les 20 centimes de conditionnement et de transport et les 60 centimes qui représentent la marge normale des distributeurs ».

Ainsi, cette entrevue s'est conclue par une dernière

AGIR ENSEMBLE
UNE URGENGE SOCIALE

8 OCTOBRE

LEÇON DE PARTAGE

- 1167 milliards \$ en 2014
- 60% d'augmentation des dividendes depuis 2009 versés aux actionnaires dans le monde.
- 1% de la population détient 48% des richesses mondiales.
- Prime de départ du PDG d'Alcatel: près de 14 millions d'euros, soit 10000 Smic.
- 53,5 milliards d'euros en 1800 pour les 10 plus grandes fortunes de France, soit une moyenne de 5 milliards d'euros, c'est un salaire de 417 000 000 euros/mois soit 285 874 fois le Smic.

JOURNÉE DE MOBILISATION INTERPROFESSIONNELLE

LE PACTE DE RESPONSABILITÉ EST UN ÉCHEC

Entre le CIC et les bases de cotisations, ce sont environ 20 milliards d'euros d'argent public qui ont été dépensés avec des effets contraires à ceux annoncés dans le Pacte de responsabilité (hausse de chômage + 200 000 demandeurs d'emploi, baisse des investissements de 10% sur les 2 dernières années dans les entreprises du CAC 40).

(voir dans les pages 6 et 7) Des luttes sur les salaires, l'emploi, les conditions de travail, les retraites, démontrent dans de nombreuses entreprises, depuis la fin de notre intervention massive pour encadrer l'âge de départ à la retraite, les effets de notre action collective sont les suivants: il y a eu un choc.

(voir dans les pages 6 et 7) Des luttes sur les salaires, l'emploi, les conditions de travail, les retraites, démontrent dans de nombreuses entreprises, depuis la fin de notre intervention massive pour encadrer l'âge de départ à la retraite, les effets de notre action collective sont les suivants: il y a eu un choc.

Objectifs: 200 000 emplois et plus d'investissement.

Résultat:

- 200 000 chômeurs supplémentaires
- 4% de baisse d'investissement dans les entreprises du cac 40 sur un an, 10% les deux dernières années.

Le 8 octobre

Avec CGT, FSU et Solidaires

- Rendez-vous à 11h30 au Péage Autoroute (sortie Agen) pour une opération escargot jusqu'au Gravier (Agen)
- Rassemblement à 12h au Gravier avec blocage
- Distribution de tracts et Pique-nique militant



R. Girardi, lors du débat à la fête de l'Humanité

(suite de la page 5)

activement; le matériel de communication est diffusé, partout. L'Union départementale CGT appelle à la grève, dans la fonction publique à déposer

un préavis... avec pour le jour même, un rendez-vous à 11h30 au péage de l'auto-route (sortie Agen) puis un convoi jusqu'au Gravier pour un pique-nique militant à partir de midi.

Quels sont les objectifs que se fixe l'intersyndicale ?

Notre objectif, bien entendu, est de créer les conditions d'un rapport de forces capable de faire plier le gouvernement sur les différentes réformes entreprises... faire prendre conscience aux salariés qu'il y a moyen de faire autrement à partir de nos propositions,

partagées par d'autres, sur l'emploi, les salaires, le partage des richesses, sur l'industrie, sur toutes les questions de société afin de répondre aux besoins des salariés...

Vous rencontrez des obstacles, quels sont-ils ?

Les obstacles au rassemblement sont déjà financiers: un jour de grève ça ampute sur le pouvoir d'achat; rappelons que le Lot-et-Garonne est



au 86^e rang question salaires... Il y a également le fait que l'on est dans une période difficile pour tout le monde, avec le repli sur soi, individuel et collectif... On est sur une espèce de fatalité. Et nous devons combattre le Front national qui porte les idées populistes qui ne peuvent rien régler, au contraire. Regardons comment sont abordées les

questions sur les réfugiés... Cela rappelle quelques souvenirs historiques! Pendant que les médias, comme d'autres, travaillent de sale façon sur ces questions, les salariés ne sont pas sur ce qui les intéresse au plus haut chef, l'emploi, les salaires... Mais ça ne pourra pas continuer comme ça!

Quel travail de terrain ?

Tout dépend du travail que les syndicats vont réaliser dans les entreprises. Avec le matériel

diffusé partout, nous avons été clairs sur la démarche à entreprendre: rencontrer les salariés sur les lieux de travail pour discuter, débattre sur les propositions et établir les cahiers revendicatifs. Il ne s'agit pas de tout reprendre mais de partir de ce que les salariés ont dans la tête, de leurs soucis, de montrer leurs inquiétudes pour aider à la compréhension de la situation et qu'il est possible de faire autrement. ■

Information diffusée dans tout le département par les militants du PCF qui lance la campagne électorale pour les régionales des 6 et 13 décembre 2015



À propos de **Fondamentalisme religieux**

Les trois religions monothéistes qui se réfèrent à Abraham et la Bible (judaïsme, chrétienté, islam) ont, historiquement, des périodes de fondamentalisme, avec des minorités fanatiques.

● **Oculter des faits historiques, ce serait se priver d'enseignements pour aller de l'avant.**

Dans cet article, voyons brièvement ce qu'il en est du catholicisme. Bien entendu, d'Urbain II et Innocent III à François, l'Église a évolué, un peu sous la pression d'une partie de ses fidèles mais surtout par la force des choses. Il lui serait impossible, aujourd'hui, de contester que la Terre tourne sur elle-même, en un jour, et autour du soleil, en une année.

● **C'est le pape Urbain II qui a lancé les Croisades, en 1095.** Pierre l'Ermite, Godefroy de Bouillon et Gautier Sans-Avoir sont les premiers chefs de ces expéditions armées en Palestine. Évidemment, là-bas, ils n'ont pas été accueillis à bras ouverts: l'occupation n'a été possible que par la guerre et les massacres. Plusieurs croisades, en « Terre Sainte » se sont succédé pendant près de deux siècles. Le roi Saint-Louis, lui-même, est mort en

1270, au cours d'une croisade qu'il dirigeait. Ces expéditions avaient un caractère religieux, certes, mais aussi un objectif colonialiste.

Dans un prochain article, je rappellerai les massacres de la croisade contre les « Albigeois », c'est-à-dire en pays occitan (1208-1244), décidée par le pape Innocent III qui portait bien mal son nom.

● **Isabelle la Catholique** (Reine de Castille de 1474 à 1504) lança une croisade contre les musulmans afin d'achever la Reconquista et, avec le grand inquisiteur Torquemada, décida d'expulser tous les juifs d'Espagne.

● Dans l'histoire contemporaine aussi, des croisades ont eu lieu. Alors que nous célébrons le **76^e anniversaire de la « Retirada »** (l'exode des républicains espagnols, en 1939) impossible de ne pas rappeler que le cardinal Goma y Tomas, primat d'Espagne prêcha la « Cruzada » (la croisade) contre la République.

Et que le pape Pie XI, en 1939, n'hésita pas à saluer la victoire de Franco et de l'extrême droite en ces termes: « **Élevant notre cœur jusqu'au Seigneur, nous remercions votre excellence de la victoire hautement souhaitée et par vous remportée, en Espagne.** »

En 2001, les Etats-Unis se sont lancés dans une « croisade » (mot employé par le président G.W. Bush) contre les musulmans et, ils ont envahi l'Iraq en 2003, ce qui est la cause principale du chaos et des drames d'aujourd'hui.

Prochain article: l'Inquisition et l'Index. ■ **Edmond Coëdelo**

Refus de démocratie

Le gouvernement vient de donner son accord pour les LGV Bordeaux-Toulouse et Bordeaux-Dax. Dans les villages directement touchés par la ligne Bordeaux-Toulouse (Xaintrailles, Montgaillard, Vianne, Feugarolles, Bruch, Montesquieu) mais aussi sur l'ensemble du canton, de nombreuses voix se sont élevées contre ce projet. Des conseils municipaux ont pris position contre (Feugarolles, Montesquieu), l'association Très Grande Vigilance a effectué un énorme travail d'information auprès des populations et a présenté un projet alternatif avec la modernisation des lignes actuelles. Une enquête d'utilité publique a été effectuée en Aquitaine avec 14000 contributions déposées, donnant 92 % d'avis défavorable et présentant un projet alternatif. Les communistes de l'Albret ont déposé leur contribution en novembre 2014 après avoir pris position contre ce projet. La Cour des comptes a également émis un avis défavorable. Rappelons que le coût de ce projet au départ, 6 milliards d'euros atteint, aujourd'hui, 9 milliards pour ces deux LGV. Qu'en sera-t-il dans quelques années? Qui va payer? Les Départements et les collectivités locales sont au bord de l'asphyxie avec la politique d'austérité qui frappe dans tous les domaines, détruit nos services publics et restreint aujourd'hui les dotations de fonctionnement. Ce projet pharaonique apparaît de plus en plus pour ce qu'il est: inutile, ruineux et ne respectant pas l'environnement (au moment où notre pays va recevoir la conférence mondiale pour lutter contre le dérèglement climatique et pour la protection de la nature).

Arrêtons de gaspiller l'argent public. Malgré tous ces avis contraires, le Gouvernement a choisi de mépriser la voix du terrain. La démocratie est bafouée, méprisée. Que faire aujourd'hui? Certainement ne pas

arrêter la bataille, même si cette décision ne peut qu'élargir le fossé entre les citoyens et la politique. Que faire pour qu'un gouvernement, quel qu'il soit, écoute et respecte les citoyens qui l'ont mis en place. Comment soustraire nos élus de la pression de tel ou tel président de conseil départemental ou régional?

Notre V^e Constitution ne permet pas la participation des citoyens aux décisions les concernant. Nous devons porter le débat sur une autre constitution qui permette l'intervention et le contrôle de tous nos élus, à tous les niveaux de la vie politique.

Cette décision qui a choisi l'intérêt particulier contre l'intérêt général ne signifie pas pour nous la fin de la bataille. ■

Claude Vaccari

Hautefage-la-Tour

Hommage à Andréa Victor (extraits)

En présence de Michel Ceruti, secrétaire départemental du PCF, et de nombreux militants communistes du Villeneuvois, JC François a rendu hommage à Andréa Victor.

« Andréa était une sacrée femme ! Il n'est pas étonnant que vous ayez choisi Guy, l'un de ses deux fils, comme maire. Guy, qui, comme sa maman, est toujours prêt à rendre service et à faire du commun, sans exclusive et toujours pour plus d'humanité, pour mieux vivre ensemble dans sa commune.

Je veux d'abord vous dire qu'en tant que communiste, j'éprouve une certaine fierté en rendant hommage à Andréa...

Mariée à seize ans, en 1938, elle va avoir son premier fils, Claude, en 1939; elle a donc

dix-sept ans, tandis que Lucien était « mobilisé », il avait alors 27 ans. Il n'eut d'ailleurs qu'une permission de quinze jours pour venir voir son fils, juste avant d'être fait prisonnier en juin 1940. Il restera dans une ferme à Bargtheide, près de Hambourg, d'où il ne sera libéré que le 8 mai 1945... Il ne reverra Claude qu'à son retour de prisonniers, en culottes courtes. Claude qui appelait son

papa monsieur, vu qu'il ne le connaissait pas... En 1946, le couple Victor, enfin réuni, donna à la France un deuxième fils, Guy...

Mais durant les cinq années de séparation forcée, Andréa aura dû faire face à tout ! Seule à la ferme, tout en élevant son petit Claude et en s'occupant de la ferme, Andréa s'engagea cependant dans la résistance à l'occupation allemande, qu'elle ravitaillait la nuit... Voilà ce qui va forger une forte personnalité de cette toute jeune maman livrée à elle-même...

Dans son histoire personnelle, il faut mettre un caillou blanc sur une journée de l'année 1944, pendant laquelle Andréa va subir la fouille de la ferme par les SS allemands. Par bonheur, ils ne découvrirent pas la cache des armes. On imagine la frayeur qu'elle a pu avoir ! Dès lors, elle adhéra au parti communiste, le parti qui fut appelé « *le parti des fusillés* » qu'elle ne quittera plus... Comme Lucien, Andréa était une racine principale du parti communiste du canton de Penne-d'Agenais...

S'adressant à ses six petits enfants et douze arrière-petits-enfants, J-C François concluait son hommage en leur disant : « *Vous avez tous eu beaucoup de chance d'avoir pu profiter de tels grands-parents. Faites connaître leur parcours autour de vous, par les temps qui courent, ça vaut la peine.* ». Merci Andréa.

Pour l'ANACR47, sa présidente, Brigitte Moreno est venue rendre un hommage appuyé à Andréa : ...sa maison servait de boîte aux lettres pour un groupe rattaché à la MOI, comprenant les Espagnols. Elle était aussi agent de liaison, recevait des messages et les transmettait à la Résistance, entre Domme et St-Amans-de-Belvès. Enfin, prenant tous les risques, elle cachait armes et résistants qu'elle nourrissait... Et elle raconte qu'elle voit la cour de sa ferme envahie par une meute d'Allemands (de la division Das Reich) accompagnés de blindés. Ne trouvant ce qu'ils cherchaient, ils mitraillent la cour, les murs de la grange et forcent Andréa à se placer devant les balles, un fusil-mitrailleur dans le dos. Elle refuse en déclarant « *si je dois mourir, je veux voir celui qui me tuera plutôt que de prendre des balles perdues* ». ■

Exposition collective

du 13 septembre au 8 novembre 2015

Galerie Egrégoire

92 Boulevard Meyniel - Marmande

0608697152

galerie@egregore-art.fr

Entrée libre de 14h00 à 19h00, les jeudis, vendredis, samedis et dimanches et sur rendez-vous

Galerie d'art



Exposition Marmande

du 13 septembre au 8 novembre 2015
18 salles d'exposition sur 850 m²

Thierry Dalat	peinture
Pascal Jacquet	dessin
Dominique Meyer	peinture
Gilles Vadel	sculpture
Laurence Valade	dessin

92, Boulevard Meyniel - 06 09 05 83 80
Ouvert les jeudis, vendredis, samedis et dimanches de 14 h à 19 h et sur rendez-vous.

galerieegregore@orange.fr www.galerie-egregore.com SERVICE CIVIQUE





exposition

Eysses, cité romaine d'Aquitaine

du 11 septembre au 1^{er} novembre 2015

Musée de Gajac - rue des Jardins - Villeneuve-sur-Lot

05 53 40 48 00

musee@mairie-villeneuveurlot.fr

adulte 3 € / 8-17 ans 1 € / -7 ans gratuit

Le camp militaire d'Excisum constituait aux II^e et III^e siècles après J-C un lieu de commerce et d'artisanat animé. Trente années de fouilles archéologiques par l'association Excisum ont permis de faire remonter à la surface du XXI^e siècle une multitude d'objets, parfois très rares, qui témoignent de la richesse et du niveau de civilisation atteint par cette ville gallo-romaine.

Ouverture:
du mardi au vendredi de 10h00 à 12h00 et de 14h00 à 18h00
samedi et dimanche de 14h00 à 18h00
fermeture hebdomadaire: le lundi

4^{es} rendez-vous photographiques d'Agen

du 26 septembre au 18 octobre 2015

expositions Chapelle du Martrou

2 €/1 € sinon gratuit - conférences tarif unique 2 €

ateliers et stages gratuits

sur le thème « *Les pratiques pauvres en photographie: du sténopé au smartphone* ».

Le « régime du pauvre » en photographie, c'est la place faite à l'imprévisible, aux mises au point incertaines, aux accidents visuels, aux outils imparfaits, parfois improbables. Dans les pratiques pauvres, n'importe quelle boîte à fabriquer des images fera l'affaire: sténopé, appareils jetables, jouets à objectif en plastique... Mais il faut compter aussi avec les technologies nouvelles, téléphones portables, smartphones, scanners, qui peuvent se conjuguer à un désir d'archaïsme.

Il s'agit de tout mettre en œuvre pour photographier en toute liberté formelle, avec parfois, une vraie désinvolture à l'égard de la technique!

L'image ne s'évalue plus à partir de critères techniques (trop sûrs d'eux-mêmes). Le geste du photographe retourne ainsi au primitif, pour le plaisir revivifié de la prise de vues.

Renseignements au 0553967512

L'association Exposante Fixe présente

LES 4^{EMES} RENDEZ-VOUS PHOTOGRAPHIQUES D'AGEN
DU 26 SEPTEMBRE AU 18 OCTOBRE 2015



LES PRATIQUES PAUVRES EN PHOTOGRAPHIE
DU STÉNOPÉ AU SMARTPHONE



Burger's Park - concert Folk-Blues

vendredi 9 octobre 2015 - 20h00

Le Chat d'Oc - Le Passage d'Agen

06 85 79 20 60

entrée gratuite - possibilité de se restaurer sur place

Champ'N'Reefer, c'est la rencontre entre deux mondes ! Ceux des clubs de l'underground londonien avec Antoine Giner (Champ) et des pubs irlandais avec Basile Lopez (Reefer). Ce duo électro-acoustique se définit par l'infinie richesse de ses influences trouvant sa substantifique moelle dans le folk rock des 60's et le blues des 30's. Leur musique est une véritable invitation au voyage des plaines d'Irlande aux sons roots des juke-joints américains.

Une rencontre entre la voix profonde et puissante de Basile, la subtilité de son harmonica et le jeu enflammé d'Antoine. Tous deux multi-instrumentistes, les Champ'N'Reefer se complètent dans une osmose et une énergie communicative.

Après un premier EP début 2014 et un premier album à l'automne 2014, ils reviennent nous présenter leurs nouveaux titres tout juste enregistrés.